

Il faut sauver l'enseignement supérieur

Aurélien Boivin

Numéro 133, printemps 2004

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/55598ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (imprimé)

1923-5119 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Boivin, A. (2004). Il faut sauver l'enseignement supérieur. *Québec français*, (133), 1-1.

Il faut sauver l'enseignement supérieur



Dans le contexte actuel, il faut valoriser les études de baccalauréat et accorder à nos universités une meilleure répartition des sommes allouées pour la diplomation.

Le début de l'année 2004 s'avèrera capital pour la survie de l'enseignement supérieur au Québec, en particulier celle de l'enseignement universitaire. Toutes les universités québécoises, par l'entremise de son recteur et de son équipe, seront entendues en commission parlementaire sur le financement des universités promise par le gouvernement libéral.

C'est un secret de polichinelle : les universités québécoises sont sous-financées et, en raison de ce manque évident de financement, qui se répercute sur la qualité de l'enseignement et de la recherche, perdent du terrain par rapport aux autres universités canadiennes et américaines qui n'ont pas hésité, en temps voulu, à hausser leurs frais de scolarité pour vivre et survivre, et réussir à performer et à

rivaliser à l'échelle du continent nord-américain., voire à l'échelle internationale. Est-il besoin de rappeler que ces frais sont entre deux et trois fois plus élevés dans les universités ontariennes que ceux qu'imposent les universités québécoises. Et il faut être riche pour étudier dans certaines universités américaines où le système de bourse est beaucoup plus généreux qu'au Québec.

Dans le contexte actuel, il faut valoriser les études de baccalauréat et accorder à nos universités une meilleure répartition des sommes allouées pour la diplomation. La mission des universités est de former des étudiants de 1^{er} cycle d'abord et non une élite détentrice de maîtrises et de doctorats. Sans une solide formation au premier cycle, les étudiants ne pourront performer aux cycles supérieurs. Il faut une injection de plusieurs millions de dollars pour améliorer le système d'enseignement universitaire, en particulier au 1^{er} cycle, afin que les étudiants soient mieux préparés pour accéder aux études supérieures, peu importe l'université qu'ils ont choisi de fréquenter. Ces millions de dollars additionnels devront servir à l'embauche de nouveaux professeurs réguliers pour grossir un peu leur nombre. Car les professeurs réguliers sont devenus minoritaires dans certaines universités par rapport aux chargés de cours, qui sont, eux, de plus en plus en situation précaire parce que sous-payés et mal intégrés au corps professoral. Ces millions de dollars devront aussi servir à réduire le ratio professeur/étudiant, à améliorer les infrastructures désuètes, à moderniser les locaux et la technologie, à favoriser la mobilité étudiante dans le contexte de la mondialisation et de l'internationalisation. Les universités québécoises accueillent au moins dix fois plus d'étudiants étrangers qu'elles n'en envoient à l'extérieur, même si, avec le programme Profil international mis sur pied par l'Université Laval, l'écart tend à diminuer.

C'est connu et prouvé, le manque de ressources financières a des répercussions sur la qualité de l'enseignement et de la formation des étudiants aux trois cycles. Le sous-financement dont sont victimes les universités québécoises les empêche de recruter les meilleurs professeurs sur le marché. Et les professeurs d'université, qui se sont imposé une longue et coûteuse formation, sont loin de recevoir un salaire qui justifie leurs nombreuses années d'études. Et leurs responsabilités sont autrement plus importantes que celles des joueurs de base-ball ou de hockey, par exemple. L'écart entre le privé et le public est trop grand pour attirer des professeurs qui doivent être constamment à la fine pointe de l'avancement des connaissances dans leur domaine respectif. Il faut un grand coup de barre pour sauver nos universités, formatrices de l'élite de demain.

Christian Boivin